

Budget Freeland : Un effort pour la lutte à l'itinérance, sans logement social

Montréal, le 12 avril 2022 – Bien que le Réseau SOLIDARITÉ itinérance du Québec estime que le budget Freeland reconnaît l'augmentation des besoins des personnes à risque et en situation d'itinérance, nous tenons à émettre d'importantes réserves quant à l'absence de mesures ciblées notamment pour le logement social.

Un bond important dans le financement

Depuis 2019, le budget dédié à l'itinérance alloué au Québec par l'entremise du programme Vers un chez-soi était de 36M\$ par année alors que le besoin estimé se situait à 107M\$ par année. Le présent budget annonce 78M\$ par année, soit une augmentation de 42M\$, avec un manque à gagner de 29M\$. L'assurance et la prévisibilité des financements jusqu'en 2025-2026 permettent une stabilité du soutien offert aux personnes en situation d'itinérance par les organisations qui agissent auprès d'elles.

Absence de mesures pour le logement social

Le logement social avec accompagnement communautaire a fait ses preuves en termes de stabilisation et de réinsertion sociale des personnes en situation d'itinérance. Ainsi, nous sommes d'avis que la stratégie nationale sur le logement du gouvernement fédéral devrait faire du logement social avec accompagnement communautaire sa priorité numéro un. Malheureusement, le présent budget considère trop peu les besoins en logements sociaux. C'est pourquoi le RSIQ demande que le gouvernement précise le montant associé à la construction de logement social et annonce leur participation à la hauteur des besoins documentés de 3 milliards de dollars par année au Canada.

La stratégie canadienne et la stratégie québécoise

Le gouvernement fédéral réitère son désir de mettre fin à l'itinérance chronique pour 2030. Bien que l'objectif soit méritoire, le RSIQ soutient que ce n'est pas la seule réalité d'itinérance que nous devons prévenir et réduire. D'ailleurs, la [Politique nationale de lutte à l'itinérance](#) du Québec est porteuse de l'approche globale pour prévenir et réduire toutes les réalités en itinérance alors que certaines orientations fédérales dans la lutte à l'itinérance sont en contradictions avec celle-ci. C'est pourquoi nous rappelons au gouvernement Trudeau l'importance de la respecter.

Pour soutenir adéquatement le Québec, le gouvernement du Canada doit :

- Maintenir sa posture d'écoute quant aux besoins des personnes en situation d'itinérance et à risque de l'être en comblant le déficit de financement de 29 millions pour le Québec;
- Affecter les fonds Vers un chez-soi en respectant l'approche globale et communautaire, et ce dans le respect de la Politique nationale de lutte à l'itinérance;
- Hausser considérablement le financement pour la construction de logements sociaux, permettant un accompagnement en logement.